

INSTALLATION DU BUREAU POUR L'ANNEE 2004

Discours de M. Claude Gleizes, président sortant¹.

Mes chères consœurs, mes chers confrères,

Je m'adresse à vous pour la dernière fois en tant que président de l'Académie et je voudrais tout d'abord vous remercier de m'avoir confié cette fonction. Il me semble y avoir beaucoup appris, depuis deux ans, au sein du bureau, sur le fonctionnement de notre Compagnie, fonctionnement qui est peu connu de beaucoup d'entre nous, c'était du moins mon cas personnel.

J'ai choisi pour aujourd'hui, comme l'ont fait la majorité de mes prédécesseurs à cette occasion, de dire comment je ressens nos missions, nos activités et notre organisation à travers cette expérience enrichissante. Je le ferai après un regard sur l'année qui vient de s'écouler.

Mais je voudrais commencer en évoquant le souvenir de ceux de nos confrères qui nous ont quitté au cours de l'année 2003 : Pierre Aubert, Jean François Chausson, Julien Coléou, Maxime de Coniac, Fiepko Colman, Pierre Dellenbach, Giuseppe Fabriani, Marc Hallaire, Stéphane Hénin, Hély de la Roche Aymon, Henri Mendras, Eugenio Morales Agacino, Pierre Nivet, Bernard Poullain, Jean Paul Traoadec et Loren Tukey. C'est donc une longue liste, de 17 membres ou correspondants, français ou étrangers, témoignant de la diversité de notre Compagnie et dont nous garderons la mémoire.

Je voudrais aussi témoigner de l'activité du personnel de l'Académie, des membres du bureau et de nos confrères qui ont la charge les uns de tâches ordinaires mais indispensables, les autres d'innovations qu'ils ont à cœur de voir se réaliser pour permettre à l'Académie d'accomplir sa mission.

C'est de cette mission que je souhaite maintenant vous entretenir en vous faisant part de mon impression sur le bilan de l'année passée, des perspectives que j'entrevois, de quelques motifs d'inquiétude et de quelques suggestions. Je n'ai bien sûr pas la prétention d'avoir la vérité et encore moins de savoir comment l'Académie doit être orientée mais il me semble que la réflexion de chacun d'entre nous peut contribuer à plus d'efficacité et c'est donc ma contribution que j'essaie d'apporter.

Bilan, perspectives, motifs d'inquiétudes et suggestions

Depuis une dizaine d'années l'Académie évolue pour s'adapter aux modifications de la société, de l'agriculture et du monde rural. L'agriculture est de plus en plus performante. Les agriculteurs sont devenus des entrepreneurs de plus en plus compétents. Leur rôle va bien au delà de la fourniture de denrées alimentaires à leurs concitoyens. Mais ils ont à faire face à la concurrence internationale, aux contraintes environnementales, aux exigences de sécurité et de qualité dans le

¹ Ingénieur général honoraire du Génie rural, des Eaux et des Forêts.
C.R.Acad. Agric. Fr., 2004, 90, n°1. Séance du 7 janvier 2004.

domaine de l'alimentation. Par ailleurs le monde rural, les relations entre les ruraux et les urbains, entre les agriculteurs et le reste de la société ont subi de profondes modifications.

De ces constats sont nés les nouveaux statuts de 1995 ainsi que la nouvelle composition de l'Académie dont le caractère pluridisciplinaire a été accentué. Cela lui a permis d'affirmer sa spécificité d'expert dans le domaine de la biologie dont on sent qu'il est de plus en plus fondamental pour la société toute entière mais qui doit être considéré dans le contexte socio-économique et culturel d'aujourd'hui. Le champ d'action de notre Compagnie a été ouvert largement sur les questions relatives à l'environnement et aux questions des relations entre le monde urbain et l'ensemble de la population rurale et cela a été traduit par la création de nouvelles sections.

Au cours de l'année 2000 une réflexion a été lancée sur les enjeux du nouveau millénaire : "en agriculture, quelles inquiétudes et quelles certitudes le 20^{ème} siècle a-t-il légué au siècle suivant ? Puis en 2001 notre champ d'action a été redéfini et précisé en mettant en exergue trois de ses composantes : "Agriculture, Alimentation, Environnement".

Parallèlement il a été entrepris une réforme de notre organisation et de nos moyens :

- Un Conseil de pilotage a été mis en place auprès du Secrétaire perpétuel.
- Nos publications ont été l'objet d'une refonte profonde en envisageant un recours aux moyens informatiques.
- Une réflexion sur nos capacités de communication, vers le public notamment, était lancée.
-

Cette réforme engagée depuis la fin de l'année 2001, préparée tout au long de l'année 2002, a été mise en place, pour une grande part en 2003 qui aura été une année d'expérimentation et de transition comme l'a souligné notre Secrétaire perpétuel lors de la séance solennelle du 1^{er} octobre 2003.

Je voudrais esquisser un bilan de cette année de transition d'un double point de vue :

Celui du contenu de nos travaux sans le développer autant qu'a pu le faire, et bien mieux que moi, Georges Pédro, mais pour me permettre d'étayer les considérations relatives à un deuxième point de vue, celui de l'état d'avancement des réformes en cours et des prolongements que je me permettrai de proposer dans le but de mieux atteindre les objectifs de l'Académie.

Les travaux de l'Académie en 2003

Partant des propositions des sections le Conseil de pilotage avait retenu pour cette année 2003 un thème principal : "Productivité - Qualité - Développement durable", trois préoccupations majeures correspondant aux trois composantes principales de notre champ d'action.

Il a été abordé selon différentes approches :

- les apports de la science, qu'ils aient trait au fonctionnement des plantes, à la biodiversité, aux cycles biogéochimiques ou aux allergies alimentaires.
- les modes d'exploitation du milieu naturel, des pratiques de la pêche à celle de l'agriculture intensive en passant par des agricultures à faibles intrants.
- les aspects techniques, économiques ou sociaux des relations avec le monde agricole et rural.

Un 2^{ème} thème, sols micro-organismes et agricultures du futur, a contribué lui aussi aux réflexions relatives au développement durable.

Il en est résulté une série de constats qui méritent d'être approfondis et discutés, à savoir :

L'accroissement de la productivité est toujours nécessaire pour la satisfaction des besoins primordiaux des pays en voie de développement ; ailleurs, dans nos pays développés, il s'agit surtout de rechercher une augmentation du revenu des cultivateurs qui doivent faire face aux contraintes du marché et de la politique agricole.

La qualité des produits et la sécurité alimentaire ne pâtissent pas nécessairement de cet accroissement de productivité. Mais les filières de transformation et de commercialisation font de plus en plus écran entre agriculteurs et consommateurs. Les premiers en sont de moins en moins responsables et les seconds ont de plus en plus de mal à établir une relation entre ce qui est produit par l'agriculture et ce qu'ils trouvent dans les rayons des supermarchés. Le secteur de l'alimentation apparaît donc bien comme un domaine dans lequel l'Académie doit s'investir.

La préservation et l'amélioration de l'environnement sont également compatibles avec cet accroissement de productivité mais constituent des contraintes qui s'ajoutent aux contraintes économiques. Elles impliquent un recours à des connaissances et des techniques de plus en plus complexes et demandent un approfondissement de ces connaissances. Par ailleurs l'aménagement du territoire est apparu à la fois comme une nécessité et comme une opportunité.

En résumé nous arrivons à la confirmation que l'agriculture ne peut plus être considérée sous le seul aspect de la production primaire, même si la planète en a encore bien besoin, mais qu'il nous faut penser "qualité des produits" tant sur le plan sanitaire que gustatif, et qu'il faut penser préservation de l'environnement au sens le plus large, c'est à dire préservation de notre milieu de vie, milieu de production de l'humanité.

Avancement des réformes en cours

Nous avons déjà diversifié nos activités pour tenir compte de ces constats et pour rechercher une meilleure efficacité nous avons entrepris un certain nombre de réformes sur lesquelles je reviendrai maintenant.

Le Conseil de pilotage. Il s'est réuni deux fois cette année. La réunion de fin d'année académique, en juin, a été consacrée à une réflexion sur le thème majeur de l'année 2004 tout en formulant des propositions également pour l'agenda du deuxième semestre 2003. La réunion de la fin de l'année civile en novembre a été consacrée à l'agenda du premier semestre 2004.

Le Conseil a joué ainsi son rôle auprès du Secrétaire perpétuel en ce qui concerne la programmation des travaux de l'Académie. Il a contribué à la définition du thème principal, allant ainsi au delà de ce qu'il avait pu faire la première année de son fonctionnement. Il a également réfléchi au thème pour l'année suivante en même temps qu'à un thème plus général de travail pour l'Académie, thème qui serait "agricultures durables et territoires".

Mais il lui est apparu que ce travail de programmation appuyé sur seulement deux réunions par an ne pouvait être satisfaisant par lui-même et qu'il devait être relayé par un travail de groupes thématiques permettant d'associer l'ensemble des sections à la programmation et de mieux préparer des propositions structurées. Il me semble que cela est très important pour la vie de l'Académie qui a besoin de mobiliser toutes ses forces pour s'adapter à des missions nouvelles. Ce serait aussi le moyen de mettre au point des prises de position et des avis sur les grands sujets de préoccupations.

Sur ce point du Conseil de pilotage je voudrais dire combien notre confrère Jean Claude Mounolou a apporté à l'organisation des travaux. Nous pouvons lui en être reconnaissant.

En ce qui concerne les publications, grâce ici à l'engagement de Michel Claude Girard qui s'est lui aussi très engagé dans ce projet, le pas a été franchi cette année. La publication "papier" a été réduite à la vie de l'Académie et aux résumés de séances. Le site Internet est devenu opérationnel et nous pourrons y trouver des communications plus complètes et mieux illustrées que dans nos comptes rendus antérieurs. Cette réforme a permis des économies substantielles mais elle est surtout un pari sur une meilleure diffusion de nos documents.

Poursuite des réformes

Ces réformes sont à poursuivre, à parfaire, et il me semble qu'elles doivent s'inscrire dans un programme plus vaste portant sur l'organisation de nos travaux et de l'institution.

Travaux

La conduite des travaux est bien sûr l'essentiel de nos préoccupations. Le rôle et l'avenir de notre institution sont en cause. L'Académie n'est plus en charge seulement de transmettre des connaissances et n'a peut-être même plus du tout cette charge. Mais grâce à son potentiel d'interdisciplinarité et grâce à son indépendance elle peut organiser des réflexions collectives, et mieux assurer le lien entre la recherche et le terrain, à mieux aider l'utilisation des connaissances par les décideurs qui, accaparés par les urgences et l'actualité n'ont pas le recul nécessaire pour les utiliser au mieux.

En ce qui concerne nos domaines d'action nous ne prêtons peut-être pas assez attention à l'un de ceux définis par nos statuts, à savoir "les activités de l'ensemble de la population rurale et ses rapports avec le monde urbain". Ce domaine est double. Il s'agit de l'ensemble des activités de l'espace rural et non de la seule activité agricole. Il s'agit aussi, et cela est plus complexe, des relations des agriculteurs et de la population des villes d'une part, des relations entre la population des villes et l'espace rural d'autre part. J'ai abordé ces questions lors de la séance solennelle de rentrée, le 1^{er} octobre. Assurer l'information du public sur les réalités de la production agricole, aider les agriculteurs qui le souhaitent à prendre part à l'aménagement du territoire rural autrement que par leur seule activité de producteur, réfléchir au mode d'aménagement du territoire pour y intégrer les réformes à apporter aux pratiques agricoles en même temps que les apports de l'agriculture à l'aménagement de l'espace, tout cela me paraît une nécessité pour les pouvoirs publics. Mais je pense que c'est avant tout une obligation pour notre Académie. Ce pourrait être un axe essentiel de ses activités dans le futur et je me permets d'ajouter que c'est peut-être une condition de sa pérennité car c'est un problème fondamental de notre époque.

Il ne s'agit pour autant de se désintéresser des activités de production. Elles resteront une première nécessité pour de nombreux pays et nous devons déjà nous y consacrer de ce seul point de vue. Mais c'est aussi une nécessité pour les pays développés où il convient d'aider les agriculteurs à vivre aussi convenablement de leurs activités que leurs concitoyens des autres secteurs économiques. C'est à dire contribuer à aider notre agriculture dont les performances sont exceptionnelles, à s'adapter aux marchés mondiaux, à bénéficier de l'évolution des connaissances agronomiques, à respecter les exigences de sécurité et de qualité alimentaires d'aujourd'hui. C'est aussi l'aider à diminuer les pressions négatives des pratiques agricoles sur l'environnement et à développer des pressions positives.

Les séances hebdomadaires et l'élaboration d'avis de l'Académie

Beaucoup de nos séances consistent en une série d'exposés informatifs préparés par des spécialistes, souvent extérieurs à l'Académie, fort intéressants mais nécessairement limités à quelques aspects des questions évoquées en raison du temps imparti à chaque intervenant et du

nombre nécessairement réduit de ces intervenants. Des critiques ont été émises sur ce caractère limité, sur l'absence de point de vue contradictoire, et sur l'absence de conclusions qui permettent de définir une position de l'Académie et d'émettre un avis motivé destiné aux pouvoirs publics.

Pourtant le besoin d'exprimer un avis, de prendre position sur un sujet donné, est manifestement affirmé par nombre d'entre nous. Que nous abordions des sujets aussi différents que l'usage de la machine à vendanger, l'utilisation des herbicides, les OGM ou la Politique Agricole Commune, l'Académie à quelque chose à dire et à faire savoir. Les deux derniers exemples sont d'actualité.

Sur les OGM d'autres Académies ont éprouvé le besoin de s'exprimer récemment et plusieurs d'entre nous ont demandé que l'Académie d'Agriculture le fasse aussi pour ce qui la concerne. Un débat a eu lieu et le 28 janvier, grâce à diverses contributions et au travail de synthèse préparé par Jean Claude Mounolou il sera possible d'aboutir.

Nous avons eu tout récemment une séance consacrée aux conséquences éventuelles de la réforme de la P.A.C. sur l'agriculture. Les exposés en ont été passionnants et un projet d'avis a été proposé par la section qui en avait la charge. Votre bureau a estimé qu'il était nécessaire que sur un tel sujet toutes les sections apportent leur point de vue et qu'un débat soit organisé en séance privée ce qui sera le cas également le 28 janvier.

Mais nos statuts ne prévoient pas, à ma connaissance, de procédure particulière pour l'élaboration et la validation de prises de position de l'Académie. Il serait utile, me semble-t-il, qu'une réflexion soit entreprise sur ce point pour définir les modalités de préparation et d'approbation de nos avis, peut-être avec des formules différentes selon l'importance des sujets.

Mais indépendamment de toute procédure il paraît normal de penser qu'un avis de l'Académie est celui de l'Académie toute entière, toutes sections confondues. C'est ce qui fait tout l'intérêt, toute l'originalité de notre Compagnie, pluridisciplinaire et organisée en sections très diverses lui permettant de travailler dans notre champ d'action selon des approches différentes, plus que pour aborder des sujets indépendants les uns des autres.

Les séances devraient systématiquement aboutir à la proposition d'une synthèse qui déboucherait, soit sur un avis soit sur une prolongation de la réflexion. Mais il faudrait pour cela que leur préparation permette toujours la rédaction d'un document remis aux participants au début de la séance comme cela a été le cas lors de la dernière séance commune avec l'Académie des Sciences. Cela implique également une préparation suffisamment longue pour que la ou les sections concernées ou un groupe de travail "ad hoc" aient eu connaissance des contenus des communications de façon à préparer une synthèse et un avis. C'est un travail qui va bien au delà de celui d'un comité de lecture.

Le travail intersections et la participation de tous

Élaborer des prises de positions de l'Académie, des recommandations, des avis et plus simplement organiser la communication de l'Académie vers l'extérieur demandent une concertation entre les sections. Cette concertation demande des réunions nombreuses difficiles à organiser mais les outils informatiques mis en place pour les publications en donnent le moyen.

Je suis par ailleurs frappé par un constat fait semaine après semaine de cette tribune d'où apparaît la disproportion entre la taille de cette salle et la composition de l'Académie. Nous disposons d'environ 100 places, nous sommes 300 membres et correspondants français mais nous ne remplissons que rarement les places disponibles. Nos moyens ne nous permettent pas de

rechercher un espace plus grand, et ce n'est peut-être même pas souhaitable, mais là encore le recours au réseau informatique offre une possibilité d'associer tous ceux qui le souhaitent au travail de l'académie. Il y a là me semble-t-il aussi matière à réflexion.

Des groupes de travail, des forums de discussions par le biais d'Internet doivent pouvoir être mis en place et fournir un moyen innovant de bénéficier de la diversité de composition de l'Académie. Ce pourrait être une deuxième phase des réformes que de mettre en place de tels outils qui travailleraient sur les sujets retenus au sein du conseil de pilotage.

Moyens.

Pour remplir ses missions l'Académie a besoin d'adapter ses moyens financiers. Une première étape vient d'être franchie avec une stabilisation de nos dépenses à un niveau comparable à celui de nos ressources permanentes. C'est la conséquence de la réforme des publications décidée en 2001. Cette réforme est à consolider, il faut en observer le développement et les résultats. Il n'est pas certain que cette consolidation se fasse à coût constant.

Mais il est de toutes façons indispensable que l'Académie se donne les moyens d'atteindre ses objectifs.

Une première voie est celle d'une meilleure valorisation de son patrimoine. Votre Trésorier perpétuel, aidé de M.Baratte et de notre nouveau Président s'y emploient avec ténacité.

Une deuxième voie est celle de la recherche de partenariat, à plus ou moins long terme. Il appartient à tous les membres de l'Académie d'y consacrer du temps et de l'énergie. Cette deuxième voie n'est pas indépendante de la recherche d'une plus grande efficacité de nos travaux en y associant des organismes extérieurs avec lesquels nous pouvons approfondir des recherches.

Par ailleurs pour rendre plus efficace le travail de l'Académie, donner plus d'importance à la programmation de nos travaux, consacrer plus de temps à la préparation des séances et des prises de position, développer notre système de publication et de communication, vérifier la validité des documents qui seront diffusés sur le site informatique, il paraît indispensable également d'améliorer notre administration. Dans la structure actuelle le secrétariat de l'Académie, malgré toute sa bonne volonté et sa compétence ne peut y suffire et le Secrétaire perpétuel ne peut non plus faire face tout seul à des charges qui seraient accrues. Peut-on compter sur un bénévolat plus important de la part des membres de l'Académie ? Peut-on recourir à des moyens en personnels administratifs et techniques supplémentaires ?

CONCLUSION

À la fin de cet exposé de remarques personnelles et dont je vous prie d'excuser la longueur, je voudrais ajouter que je ressens, et cela n'est pas nouveau, ne résulte pas de mon expérience de ces deux années passées au sein du bureau, que je ressens donc le fait que l'Académie n'est pas assez connue à l'extérieur, qu'elle n'est pas assez en relation avec les pouvoirs publics auprès desquels nous avons un rôle de conseil dans les domaines de l'agriculture, de l'aménagement du territoire ou de l'environnement. Nous n'avons pas non plus assez de relations avec les organisations professionnelles agricoles, les élus locaux, ou les milieux associatifs. Certes le ministre de l'Agriculture est venu participer cette année à l'une de nos séances et cette attention, du fait de sa rareté, est à souligner. Mais nous avons un effort considérable à faire pour d'une part mieux nous faire connaître grâce aux moyens nouveaux de communication, d'autre part en recherchant le contact avec les administrations centrales, avec les organisations professionnelles et d'une façon plus générale avec les représentants de la société civile.

Mais ces démarches n'auront de sens que si nous sommes en mesure de nous investir dans les questions d'aujourd'hui, celles de la confrontation des activités de production agricole avec la réalité de la mondialisation, celles des relations du monde urbain et du monde rural. Sur ce dernier point, pour conclure, je reprendrai une réflexion de notre confrère René Groussard à l'occasion des séances de l'an 2000. Il nous faut considérer l'agriculture non seulement dans son aspect de production, fonction première de cette activité, mais également dans son apport social et culturel à notre société développée, fonction qui lui donne une place bien supérieure à celle correspondant à sa part dans le PIB de la nation.

Discours de M. André Frouin, nouveau Président²

Mesdames et Messieurs,
Mes chers Confrères,

Au nom du bureau que vous venez d'élire, et en mon nom propre, je vous remercie de la confiance que vous nous accordez et je puis vous assurer que chacun d'entre nous fera tout ce qui sera dans ses moyens pour que notre Académie vive et progresse.

Je remercie aussi tous ceux qui acceptent d'apporter de leur temps et leurs compétences au sein du bureau, des instances de l'Académie, des commissions, des comités inter-académiques, des sections, des groupes de travail, de la mise en service longue et difficile de notre nouveau site Internet, ceux qui s'occupent de la bibliothèque, et des diverses tâches qui font vivre l'Académie, comme la relecture des articles, la mise en forme de la revue, nos relations avec la presse et ceux qui s'occupent de l'entretien de ce bâtiment où de nos forêts, tous ceux qui oeuvrent discrètement pour que notre Académie vive et rayonne et que je n'ai pas cités.

Et je souhaite qu'ils soient plus nombreux encore, pour qu'au sein d'un monde qui bouge vite et beaucoup notre Académie rayonne davantage.

Je remercie spécialement le personnel de l'Académie, qui travaille efficacement et avec dévouement pour assurer la vie de notre compagnie au quotidien.

Je remercie aussi les Présidents qui m'ont précédé, même si les Présidents n'ont théoriquement aucun pouvoir, ils ne sont que le membre, égal aux autres, chargé de mener les débats et, parfois, de représenter l'Académie.

Mes prédécesseurs à ce poste ont su aller au-delà, avoir les bonnes idées, nous écouter, nous entraîner, pour adapter notre compagnie à l'évolution du monde et de nos moyens, pour nous convaincre et conduire à un renouveau, avec l'aide, entre autre, de notre secrétaire perpétuel Georges Pédro, particulièrement lors de la réforme de nos publications et de la diffusion de nos travaux, initiée et définie sous l'impulsion du Président Clavel.

Ils ont donc su jouer un rôle capital dans la vie de notre Compagnie.

Je m'efforcerai de suivre leur exemple, et, sans prétendre à un rôle capital, de continuer à aider à la réalisation des réformes en cours, mais j'ai bien conscience de la limite de mes capacités et de mes moyens et je vous remercie de l'aide, de la confiance et de l'indulgence que vous voudrez bien

² Membre de l'Académie des Technologies, ancien directeur scientifique du Groupe Soparind Bongrain.
C.R.Acad. Agric. Fr., 2004, 90, n°1. Séance du 7 janvier 2004.

me témoigner, de l'aide que vous m'apporterez pour que notre Compagnie réponde encore mieux à sa vocation et aux attentes de nos concitoyens.

Je souscris entièrement aux propos du Président Gleizes.

Comme l'avait si bien réalisé le Président Delage, le monde a changé et notre Académie ne doit plus se limiter aux problèmes agricoles, même s'ils restent dans nos soucis essentiels, nous devons nous ouvrir davantage aux problèmes alimentaires, qui restent la finalité principale de l'agriculture, et aux problèmes d'environnement qui deviennent l'une des exigences majeures de notre société et engagent très largement notre agriculture et plus largement encore nos campagnes et nos zones rurales, dont l'Académie a vocation de se soucier.

Je pense que, dans ces problèmes d'environnement, et sans négliger nos autres soucis notamment l'agriculture, nous sommes particulièrement bien placés, grâce à notre culture du vivant, à notre expérience de sa gestion, pour devenir l'Académie de référence dans cette nouvelle préoccupation de notre société.

Le groupe Eau, déjà ancien et toujours bien vivant, nous a déjà bien orientés dans ce sens, et le thème de l'agriculture durable, retenu pour un prochain trimestre, me semble particulièrement bienvenu. Je ne m'étendrai pas dans ce domaine qui n'est pas de ma compétence, et dont le président Gleizes est orfèvre, mais je pense que cela doit être l'un de nos soucis, y compris lorsque nous recruterons de nouveaux membres.

Je connais mieux l'alimentation puisque la production alimentaire était mon métier, et cette discipline est plus anciennement implantée dans les structures et les habitudes de notre compagnie.

Je ne vous parlerai ni des problèmes de technologie, traités lors des séances de l'an 2000, ni des problèmes de nutrition, objet de notre dernière séance commune avec l'Académie des sciences.

Je me limiterai aux incidences hygiéniques qui font facilement la une des journaux.

Je ne parlerai pas des pollutions d'ordre chimique, par les résidus absorbés par les plantes ou les animaux. Elles ne posent plus de sérieux problèmes sauf avec les mycotoxines ou lors de l'épandage des boues d'épuration. Les contaminations chimiques dangereuses des aliments sont très rares, même si elles restent la crainte majeure du commun des mortels et l'objet de critiques très rarement fondées. Le chimique fait peur, mais pas la bombe anti-mouche domestique, source principale de contamination humaine par les pesticides !

Par contre je vous ferai un point rapide de la situation dans le domaine bactériologique.

Des efforts considérables au sein de l'industrie ont fait chuter de quatre à sept ordres de grandeur, c'est à dire de quatre à sept puissances de dix, et davantage encore pour certains produits devenus quasi stériles, la pollution des aliments depuis une quinzaine d'années, ce qui a augmenté les coûts de production de 5 à 7% comme nous vous l'avons montré.

Pendant la même période le nombre de foyer infectieux répertorié dans les statistiques officielles du Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire a été multiplié par cinq environ, ce qui paraît décourageant, cependant, si l'on regarde les chiffres de plus près, on constate les faits suivants :

Le nombre de malade recensé a nettement diminué, de 30% environ en 15 ans, pour ne représenter que 6742 personnes en 2001, dont trois morts.

Cette diminution du nombre des malades contrairement au nombre d'incidents démontre la prise en compte d'incidents concernant des populations très nettement plus faibles, autrefois oubliées, le nombre de listériose a été divisé par trois et celui de salmonellose par deux, donc l'évolution est meilleure qu'il n'y paraît à première vue.

Les calculs de fiabilité des déclarations et des enquêtes conduisent à estimer que le nombre réel de malades a été divisé par trois au moins, quatre à cinq plus probablement.

Il faut noter aussi que, si 47% des causes d'infection sont connues, 34% suspectées, près de 20% des cas restent de cause totalement inconnue et que ceux ci augmentent , en valeur relative, malgré un arsenal analytique plus performant.

Les premières détections de viroses aux quelles nous assistons laissent supposer que les virus ne sont probablement pas étranger à ce phénomène et qu'ils vont peut-être devenir un souci hygiénique important dès que nous disposerons de méthodes d'analyse aisément utilisables pour les mettre en évidence.

Même si on peut penser que la sensibilité de la population s'est accrue par suite d'une moindre immunisation liée à la rencontre moins fréquente des bactéries pathogènes, les résultats ne sont pas à la hauteur des efforts et des espérances, mais ce sont les résultats et non les efforts qui comptent, il faut progresser encore, surtout si l'on songe aux diverses études françaises, américaines, anglaises qui démontrent que le recensement officiel reflète bien les évolutions, mais ne représente que 1% des malades ; ce qui laisse entendre que ce problème touche, non pas 6 à 7 000 personnes mais plusieurs centaines de milliers, en France, chaque année.

Il me semble évident que la piste de l'ultra propre sur laquelle se sont concentrée toutes les énergies, a des limites, même s'il reste encore des progrès à faire dans son application, surtout en milieu domestique, en artisanat et en collectivité.

Je ne puis m'empêcher de penser que nous avons fait, en partie, fausse route, où tout au moins, pris une route qui ne peut mener seule au résultat escompté.

Il fallait certes éliminer au maximum les flores pathogènes, mais cela ne peut suffire : nombre de nos produits sont devenus vides, comme un terrain vierge où les mauvaises herbes poussent à leur gré.

Je pense que ces mécomptes nous ont ouvert les yeux sur la nécessité de retrouver les flores inoffensives naturelles qui empêchent le développement à des niveaux dangereux des espèces indésirables.

Les premiers essais dans cette voie sont prometteurs, mais la tâche est ardue : Elle relève de l'étude des compétitions inter-espèces en fonction de l'écologie, en milieu plus ou moins ouvert, avec des organismes aux mutations adaptatives très rapides.

Tout agronome comprendra aisément les difficultés qui nous attendent.

J'ai abordé ce thème de l'hygiène parce qu'il nous concerne tous au sein de l'Académie : L'industrie alimentaire ne peut pas résoudre seule ces problèmes : Les incidences sur les contaminations alimentaires des modes d'élevage, des modes de culture, des pollutions des sols, sont bien démontrées et elles représentent 50% des causes de maladie relevées.

Pour obtenir de meilleurs résultats, nous devons donc mobiliser l'ensemble des filières que recouvre l'Académie, pour adapter les espèces, les modes de culture ou d'élevages, les intrants autant que les technologies alimentaires en elle-même et des modes de mise à disposition pour le consommateur.

Il est vrai qu'espérer nourrir les hommes tous les jours sans que jamais ils n'en soient malades est sûrement illusoire, nous ne pouvons qu'améliorer encore la situation.

Je vous remercie de m'avoir écouté, et je souhaite à l'Académie et à chacun d'entre vous une bonne année et une bonne santé.